

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-president-Morales-remporte-une-nette-victoire>

Le président Morales remporté une nette victoire.

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : dimanche 17 août 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président bolivien Evo Morales a remporté une nette victoire qui le confirme dans sa fonction, ainsi que ses principaux opposants, lors d'un référendum révocatoire destiné à renforcer son assise politique pour sortir la Bolivie de l'impasse.

Par Gilles Bertin

AFP. La Paz, le dimanche 10 août 2008.

Le président socialiste Evo Morales, d'origine indienne, a été confirmé avec son vice-président par plus de 63% de « oui », a annoncé la télévision ATB. La chaîne privée, PAT, le crédite aussi de plus de 63% de votes favorables.

Par contre le principal adversaire du président, le gouverneur de Santa Cruz (est), Ruben Costas [extrême droite] a été aussi amplement confirmé dans sa fonction avec 69% indique la chaîne ATB.

Du balcon du palais présidentiel, M. Evo Morales a déclaré à la foule qui fêtait la victoire, qu'il demeurerait à son poste « pour avancer dans la récupération des ressources naturelles et consolider la nationalisation ». Il a aussi présenté ses « respects aux gouverneurs » confirmés, dont cinq sont des opposants.

De son côté, le gouverneur de Santa Cruz, Ruben Costas, principal opposant [d'extrême droite], a demandé au gouvernement de ne « pas promouvoir son projet de Constitution, sinon il sera dans une impasse ». M. Costas a jugé que « l'autonomie avait gagné » en hurlant à quelques milliers de partisans brandissant le drapeau blanc et vert de Santa Cruz : « le lion a rugit : Démocratie et Liberté ».

« C'est un bon résultat (pour Evo Morales), mais un résultat problématique » explique à l'AFP le politologue Hervé Do Alto, basé à La Paz. « Il y a un blocage général car les équilibres sont maintenus » ajoute le chercheur en sciences politiques.

Concernant la possibilité d'un dialogue, le spécialiste est catégorique : « Même si le gouvernement est en position de force, il doit négocier, il n'y a pas d'autre sortie ».

M. Do Alto relève qu'il « existe un vote très marqué en faveur de la régionalisation », en faisant référence à l'élection des gouverneurs de Pando (nord), Beni (nord), Tarija (sud) qui ont été confirmés à leur poste avec un score supérieur à leurs élections.

Deux adversaires politiques du gouvernement socialiste ont perdu : M. Jose-Luis Paredes (social-démocrate) à La Paz et son collègue de Cochabamba (centre) Manfred Reyes, un ancien officier qui ne veut pas reconnaître le référendum et a déclaré rester à son poste, malgré sa défaite.

Le gouverneur d'Oruro (sud), partisan de M. Morales n'a pas été confirmé, à cause notamment de sa gestion locale.

Dans les capitales des régions ayant ratifié leur gouverneur, les habitants sont descendus dans les rues et ont commencé à fêter leur victoire sur les places principales, en agitant des drapeaux, en chantant et en formant des rondes.

Le ministre de l'Intérieur, Alfredo Rada, a affirmé que le scrutin s'était déroulé dans le calme, évoquant des « incidents isolés » comme la disparition de bulletins de votes dans un bureau de Yucumo dans la région du Beni

Le président Morales remporté une nette victoire.

(nord).

Le président Morales a voté au Chapare (est de La Paz), une zone de plantation de coca qui constitue son bastion électoral, entouré de deux de ses enfants Alvaro et Evaliz, âgés d'une douzaine d'années.

L'apparition d'Evo avec deux enfants a surpris les journalistes locaux, le président étant officiellement célibataire et peu enclin à évoquer sa vie privée.

Le scrutin s'est déroulé calmement à La Paz, la capitale, ainsi qu'à El Alto, la banlieue populaire très favorable au président indigène.

Pour sortir la Bolivie de l'impasse politique et de la division, Evo Morales, premier président indigène de ce pays andin pauvre peuplé de 10 millions d'habitants, avait organisé, 32 mois après son arrivée au pouvoir, ce référendum révocatoire pour relancer sa politique, enlisée par le manque de dialogue avec l'opposition.